



HAL
open science

Introduction : La politique étrangère des Etats satellites de l'URSS 1945-1989

Antoine Marès

► **To cite this version:**

Antoine Marès. Introduction : La politique étrangère des Etats satellites de l'URSS 1945-1989. Cahiers du CEFRES, 2010, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS, 25, pp.5-8. halshs-01162648

HAL Id: halshs-01162648

<https://shs.hal.science/halshs-01162648v1>

Submitted on 11 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS

Antoine Marès (Ed.)

Antoine MARES

Introduction : La politique étrangère des Etats satellites de l'URSS 1945-1989

Référence électronique / electronic reference :

Antoine Marès, « Introduction : La politique étrangère des Etats satellites de l'URSS 1945-1989 », Cahiers du CEFRES. N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS 1945-1989 (ed. Antoine Marès).

Mis en ligne le / published on : mars 2010 / march 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c25f/mares_2001_introduction.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



INTRODUCTION

La politique étrangère des États satellites de l'URSS 1945-1989

Antoine MARÈS (CEFRES)

À première vue, étudier la politique étrangère des démocraties populaires et des États dits socialistes du bloc soviétique peut sembler superflu. Tout n'était-il pas décidé à Moscou, par Moscou, pour Moscou ? C'est du moins le sentiment et la réaction que certains profanes pourraient avoir à la vue du titre de ce recueil. Aussi doit-on au lecteur une explication sur l'idée qui sous-tend cette initiative.

Jusqu'à présent, les recherches concernant les pays européens du bloc soviétique pendant la période 1945-1989 ont été largement centrées sur la prise de pouvoir par les communistes (je pense aux travaux d'Andrzej Paczkowski et Krystyna Kersten en Pologne, à ceux de Karel Kaplan en République tchèque), à l'épuration et à la répression (ici encore les travaux de Paczkowski et de Kaplan), aux événements phares de la poursuite d'une plus grande autonomie (la Pologne et la Hongrie de l'année 1956 à laquelle un Institut est spécialement consacré à Budapest, la Tchécoslovaquie des années 60 et les événements de 1968, qui requièrent toute l'attention de l'Institut d'Histoire contemporaine de Prague). Toute une littérature - et c'est heureux - est concentrée sur les victimes du système et sur le rôle des dissidences ; il y a là un devoir de mémoire indispensable dans des sociétés trop oublieuses, par commodité ou par intérêt. En revanche, la vie sociale, la vie culturelle (dans ses structures, dans son fonctionnement, dans ses courants - du réalisme socialiste aux avant-gardes tolérées ou clandestines) et la politique étrangère ont été délaissées. On peut imaginer que le croisement des micro-études (histoires familiales, histoire orale etc.) et des travaux sur l'évolution des structures des démocraties populaires ou États socialistes permettront d'apporter de nouveaux éclairages. En général, les historiens appartiennent à ce groupe restreint d'observateurs de l'Europe centrale qui n'a jamais cru que 1989 était l'année zéro d'une nouvelle histoire et que l'histoire peut se mettre entre parenthèses ou au « réfrigérateur » pour reprendre son cours. Tout simplement parce que les individus eux-mêmes et les sociétés ne se mettent pas entre parenthèses. Ils peuvent le dire, et cette énonciation a un sens. C'est alors leur discours qu'il faut analyser comme facteur d'autolégitimation, de cohésion ou de dynamique sociale.

Depuis 1989, les archives des anciennes démocraties populaires ou républiques socialistes se sont ouvertes aux chercheurs, dans des conditions d'accès souvent exceptionnelles. Une attention minimale a été jusqu'ici consacrée à la politique étrangère¹. Il est temps de développer les recherches sur ce terrain, en partant des fonds des ministères des Affaires étrangères des pays concernés ainsi que des archives des comités centraux et des secrétariats des partis communistes.

¹ Il faut toutefois mentionner les travaux d'Ulrich Pfeil sur la RDA, ceux de Włodzimierz Borodziej sur la Pologne, ceux de František Svátek sur la Tchécoslovaquie...

Plusieurs objectifs sont recherchés dans le cadre de ce projet :

- tenter de dresser un état des lieux de la recherche actuelle et inciter à se lancer sur ce chantier ;

- comprendre le fonctionnement des affaires intérieures des pays de la zone : description des acteurs, articulation entre les administrations concernées, étude de la décision : il s'agit là d'un terrain pratiquement en friche (à l'exception de quelques événements comme l'automne 1956 en Hongrie ou l'invasion d'août 1968 en Tchécoslovaquie) ; une telle approche permettra d'échapper aux lectures idéologiques trop prégnantes dans l'historiographie récente des régimes communistes et d'avoir une meilleure connaissance des mécanismes internes du pouvoir ;

- étudier le rôle de ces pays dans le dispositif global du bloc soviétique. Ce rôle a-t-il évolué avec le temps ? Y a-t-il eu un plan cohérent de répartition des tâches (parallèle au CAEM ?) ? Quel rôle ont eu ces pays dans le soutien à la décolonisation ? ...

- apprécier la marge d'autonomie de chacune des capitales centre et est-européennes par rapport à Moscou ; notamment dans le domaine des politiques économiques extérieures, les démocraties populaires ont souvent pensé utiliser le rôle qui leur était affecté comme une possibilité de développement propre.

Les textes ici présentés, issus du séminaire organisé par le CEFRES en juin 2000, illustrent bien les tendances de ce chantier embryonnaire.

D'une part, l'accent est mis sur le manque absolu d'indépendance (le cas de la Hongrie décrit par Mihaly Fülöp), les illusions de l'indépendance ou l'indépendance instrumentalisée (la Roumanie dont Catherine Durandin rappelle la spécificité) et l'indépendance sur les marges (le cas tchécoslovaque exposé par Karel Kaplan et Jindřich Dejmeš ou de la RDA présenté par Pierre Jardin et Ulrich Pfeil).

D'autre part, le système de prise de décision est le reflet fidèle du bloc soviétique, avec une chaîne qui commence à Moscou et se poursuit avec les comités centraux et les secrétariats des partis communistes nationaux pour aboutir aux ministères des Affaires étrangères comme instruments d'exécution - voire comme coordonnateurs - de la politique extérieure.

En même temps, en dépit de l'exemple du calque hongrois sur l'URSS présenté par M. Fülöp, les spécificités apparaissent : dans le temps, la latitude des différents pays varie (voir l'exemple tchécoslovaque et les tensions au sein du C.A.E.M. ou du Pacte de Varsovie décrites par K. Kaplan), dans l'espace aussi puisque les différents pays tissent des relations privilégiées avec certains partenaires (le rôle tchécoslovaque dans l'Afrique francophone), dans leurs spécialisations enfin, qu'il s'agisse de fourniture d'armes, d'équipements ou de coopérations techniques.

Dans cette première approche, certains thèmes et certaines dimensions n'apparaissent évidemment pas, le champ étant trop vaste et les études n'en étant qu'à leur balbutiement. Il est clair que des études prosopographiques sur les ministères des Affaires étrangères et sur les diplomates apporteront des éclairages nouveaux sur la « nomenklatura » et sur l'histoire des élites communistes. Il faudra aussi se pencher sur la « culture » de ce groupe et sur la « culture » comme instrument de la politique étrangère. Il sera également indispensable de remonter la chaîne et d'étudier de près le contrôle exercé par Moscou sur ses alliés, c'est-à-dire les rapports entre le centre et la périphérie.

Il s'agit ici d'ouvrir simplement sous une forme comparative un chantier nouveau dans l'histoire des relations internationales et dans l'histoire des régimes communistes.